

«L'Europe va devoir envoyer de l'aide humanitaire à l'intérieur de ses frontières»

Kristalina Georgieva, vice-présidente de la Commission

INTERVIEW
VINCENT GEORIS

Le sourire malicieux et le regard volontaire, Kristalina Georgieva est la force tranquille de l'exécutif européen. Une qualité précieuse, surtout lorsqu'on dirige le budget et la politique humanitaire de l'Europe. Deux postes clés, à l'heure où des brûlots font feu de toutes parts, de Calais à Athènes.

Le diagnostic des Nations unies est des plus éclairants. «L'Europe est au bord d'une crise humanitaire qu'elle a largement provoquée elle-même», a dit hier le Haut-commissariat aux réfugiés. L'une des failles de l'UE est son incapacité structurelle à fournir de l'aide humanitaire à l'intérieur de ses propres frontières. Elle peut, par exemple, envoyer de l'aide en Moldavie mais pas en Roumanie voisine.

Cela pourrait changer. Mme Georgieva doit proposer ce mercredi de créer un instrument permettant à l'Europe d'octroyer l'aide dans ses frontières, a appris «L'Echo». Une décision inédite dans l'histoire du Vieux continent.

Quelle est votre analyse de la crise en cours?

C'est une crise mondiale, et pas uniquement européenne. Deux causes poussent de plus en plus de gens à sortir de chez eux: la violence des extrémistes et les changements climatiques. Depuis le début de ce millénaire, le nombre de gens ayant besoin d'aide humanitaire a été multiplié par quatre. Ils sont 125 millions, contre 36 millions il y a quinze ans. S'ils étaient un pays, il serait le onzième plus grand de la planète, entre le Japon et le Mexique.

Quand on parle de réfugiés, on ne parle pas seulement des 1,25 million qui sont arrivés en Europe, mais aussi des 59 millions qui ne sont pas entrés sur notre territoire.

Cette crise est perçue comme européenne car les images les plus dramatiques se passent à quelques heures. Mais l'Europe n'est pas la région du monde qui accueille le plus de réfugiés. La Turquie en compte plus de 2,5

millions. Le Liban, 1,2 million, soit 30% de sa population. L'Éthiopie, un pays très pauvre, abrite 790.000 réfugiés.

Comment l'Europe peut-elle s'en sortir?

C'est un choc, je le comprends. Aucune région dans le monde ne pourrait accueillir autant de réfugiés sans le ressentir comme tel.

Mais nous devons continuer à construire l'Europe. Fermer les frontières nous met dans une situation où le flux diminue, mais, au final, le coût est bien plus élevé que celui des réfugiés. Car nous perdons de la compétitivité, le marché unique en souffre.

Cette crise est similaire à celle de l'euro zone. Nous avons réalisé que les pays avaient des différences dans la gestion de leur budget. Pour progresser, nous avons harmonisé nos politiques.

C'est la même chose pour la crise migratoire. Nous avons 28 politiques d'asile en Europe. Les réfugiés veulent aller en Allemagne, en Autriche ou en Norvège, là où la protection sociale est plus élevée. Pas en Bulgarie ou en Grèce. Il faut harmoniser ces politiques. Il faudra du temps, mais nous n'en avons pas.

Comment réagir à un drame aussi indécrot que celui de la «jungle» de Calais?

Nous ne pouvons plus voir l'humanitaire comme un moyen d'aider les gens exclusivement à l'extérieur de l'Europe. L'Europe va devoir envoyer de l'aide à l'intérieur de ses frontières. À l'instant même, à la Commission, nous discutons d'un plan pour répondre à cette crise. Nous essayons de voir comment nous pourrions apporter de l'aide en France comme si nous le faisions en Éthiopie. Nous avons déjà déployé un mécanisme de protection civile, mais il a ses limites.

Pourquoi les Européens sont-ils divisés?

Certains États ont une tradition de volontariat très élevée, comme c'est le cas en Allemagne. D'autres ne l'ont pas du tout, comme les anciens pays de l'Est parce que durant la période communiste, le volontariat était une obligation.

Quelle réponse suggérez-vous?

La seule réponse est d'être mieux équipé sur le plan financier et institutionnel. C'est vrai pour les crises de réfugiés comme pour les catastrophes naturelles. Les tempêtes, les inondations seront de plus en plus fréquentes dans les années à venir. Qui dit qu'un jour nous ne serons pas, nous, européens, des réfugiés climatiques? Au-delà de

la crise des réfugiés, notre objectif est de construire la résilience de notre société.

Ne faut-il pas changer les mentalités?

La population européenne est vieillissante et conservatrice. Elle est devenue plus résistante au changement. Nous avons vu durant la crise de l'euro zone à quel point c'était diffi-

cile pour les gens de s'adapter à ce qui passait. Notre rôle est d'adapter notre monde aux changements. Si nous ne le faisons pas, nous serons moins préparés quand les chocs arriveront.

La responsabilité de l'Europe est aussi d'aider les gens à affronter ces changements sans hostilité. Nous devons prévenir cette tendance si facile à blâmer ou haïr les autres à cause de nos difficultés. C'est effrayant de voir ces prises de parole un peu partout en Europe désignant les réfugiés ou les musulmans pour responsables.

Où en est le budget 2016?

Nous avons démarré 2016 avec un budget de 4,5 milliards d'euros pour la politique migratoire. Nous sommes maintenant à 10,3 milliards, ce qui représente plus du double. Nous tirons beaucoup sur le budget, mais il a des limites. Nous allons devoir utiliser les ressources de manière plus créative. Par exemple, nous avons pris 30 millions d'euros durant la crise du lait pour les donner au Programme alimentaire mondial afin qu'il achète du lait en poudre aux producteurs européens afin de nourrir les réfugiés dans les camps.

Vous êtes responsable des relations avec la Belgique, un pays dont l'image a été écornée ces derniers mois. Vous le ressentez?

Nous avons une grande expérience avec la Belgique, c'est un pays merveilleux pour les institutions européennes. Nous travaillons avec de nombreux interlocuteurs. Sur la sécurité, nous nous sommes rencontrés souvent avec Jan Jambon et nous avons mis en place un groupe de haut niveau pour communiquer rapidement sur les affaires de sécurité. La Belgique a été très attentive à nos demandes durant la période des attentats, en renforçant par exemple le dispositif de sécurité pour les écoles européennes, en nous aidant à analyser les candidats à un emploi dans les institutions.

La Flandre et la Wallonie se disent prêtes à accueillir les institutions. Vous y pensez?

Nous sommes heureux de voir que tout le monde nous aime en Belgique (rire). Mais il

est écrit dans les traités que le siège des institutions est à Bruxelles. C'est vrai qu'il y aura des décisions de relocalisation. Mais rien n'a été décidé.

La Belgique a repris les contrôles à la frontière belgo-française. Cette décision met-elle à mal Schengen?

C'est à M. Jambon de répondre. Nous avons reçu la notification, mais la justification, c'est encore autre chose. Ceci dit, je ne vais pas spéculer. Nous voyons depuis août que ces décisions se sont multipliées.

La seule chose que je peux dire, c'est que le monde est plus risqué qu'avant. J'étais à Washington le 11 septembre 2001. J'ai vu ce monde changer. Ici, nous ne l'avons intériorisé que depuis les attaques de Paris.

Nous ne nous sommes pas assez préparés à contrôler nos frontières. Nous devons savoir qui entre dans Schengen et pourquoi. Est-ce pour travailler? Chercher refuge? Nous voyons que des groupes sont en train de se développer, comme Daech, Boko Haram, Al Shaba, qui n'ont aucune intention de gouverner mais qui veulent prendre la place des gouvernements. Ceci nous impose de mieux contrôler nos frontières.

Le plan de relocalisation des réfugiés est un échec. Pourquoi?

Ce n'est pas aussi rapide qu'on le voudrait. Mais si nous envoyons une famille à un endroit qu'elle n'a pas choisi, quelle garantie avons-nous qu'elle y restera? Tant que notre système ne fonctionnera pas correctement, ce sera difficile.

Certaines décisions peuvent être appliquées très vite, comme les «hot spots». D'autres, comme les capacités de réception, requièrent plus de temps.

Pourquoi les réfugiés sont-ils rejetés par une partie de la population?

Je vois deux raisons. L'image des terroristes a fini par inspirer à tort la méfiance à l'égard des musulmans. La deuxième, c'est que les partis populistes utilisent l'arrivée des réfugiés pour accroître les peurs, et rallier les gens à leur cause. Or, il faut du temps pour comprendre le problème.

Nous, Bulgares, avons bien connu ce sentiment du temps du Rideau de fer. À cette époque, nous avions une exposition limitée à l'Occident et au monde entier, donc nous avions peur parce que nous ne le connaissons pas. Après la chute du Mur de Berlin, la première fois que j'ai vu une femme noire, lors d'un festival de musique, je me suis précipitée vers elle (rires).

Vous êtes citée comme candidate pour le prochain secrétariat général des Nations unies. Vous confirmez?

Beaucoup de noms ont circulé et le mien était parmi ceux-ci. Mais je n'en dirai pas plus.

CV EXPRESS

Née en 1953 à Sofia, Kristalina Georgieva est diplômée en **politique économique et sociale** (Haute école Karl Marx). Après la chute du Mur de Berlin, elle devient enseignante au MIT.

En 1993, elle entre à la **Banque mondiale**, où elle se spécialise en **environnement**. En 2004, elle dirige la Banque pour la Russie avant de devenir directrice du développement durable.

Elle est élue aux législatives 2009 (parti des «Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie»). Un an plus tard, elle entre à la **Commission européenne**.